

## LE PRÉFET DE LA CHARENTE-MARITIME

### ARRÊTÉ PRÉFECTORAL

direction  
départementale  
des Territoires et de la Mer  
Charente-Maritime

**approuvant le Plan de Prévention des Risques Naturels (PPRN) de la commune de Salles-sur-Mer (Risque submersion marine).**

**Le Préfet du département de la Charente-Maritime**  
Chevalier de l'ordre national du mérite

service Urbanisme,  
Aménagement, Risques  
et Développement Durable  
unité  
Prévention des Risques

**Vu le Code de la construction et de l'habitation ;**

**Vu le Code de l'environnement et notamment les articles L.562-1 à L.562-9 et R.562-1 à R.562-11, relatifs aux plans de prévention des risques naturels prévisibles ainsi que les articles L.561-1 à L.561-5 et R.561-1 à R.561-17, relatifs aux mesures de sauvegarde des populations menacées par certains risques naturels majeurs ;**

**Vu la loi n° 2003-699 du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages ;**

**Vu la circulaire du 27 juillet 2011 relative à la prise en compte du risque de submersion marine dans les plans de prévention des risques naturels littoraux ;**

**Vu la circulaire du 2 août 2011 relative à la mise en œuvre des plans de prévention des risques naturels littoraux ;**

**Vu le guide méthodologique plan de prévention des risques littoraux (mai 2014) ;**

**Vu le guide général des plans de prévention des risques naturels prévisibles (décembre 2016) ;**

**Vu l'arrêté préfectoral n° 3121 du 27 décembre 2012 prescrivant l'élaboration du Plan de Prévention des Risques Naturels (submersion marine), sur le territoire de la commune de Salles-sur-Mer, prorogé par l'arrêté préfectoral n°3388 du 22 décembre 2015 ;**

**Vu l'avis favorable émis par délibération du conseil municipal de la commune de Salles-sur-Mer en séance du 26 juin 2018 ;**

**Vu l'avis favorable sous réserve émis par délibération du conseil communautaire de La Rochelle en séance du 5 juillet 2018 ;**

**Vu l'avis favorable sous réserve de la Chambre d'Agriculture de la Charente-Maritime en date du 1er août 2018 ;**

**Vu l'avis réputé favorable du Conseil Régional Nouvelle Aquitaine, du Conseil Départemental de la Charente-Maritime et du Service Départemental d'Incendie et de Secours consultés le 14 juin 2018 ;**

**Vu l'arrêté préfectoral n° 18-1593 du 6 août 2018 prescrivant l'ouverture d'une enquête publique du 10 septembre 2018 au 10 octobre 2018 ;**

**Vu** le rapport d'enquête et les conclusions motivées du commissaire enquêteur en date du 8 novembre 2018 et donnant un avis favorable au projet de plan de prévention des risques assorti d'une recommandation ;

**Considérant** les avis recueillis lors de la consultation et de l'enquête publique, le rapport et les conclusions motivées du commissaire enquêteur ;

**Considérant** que les modifications apportées au projet de plan de prévention des risques naturels à l'issue de l'enquête publique pour la prise en compte des observations ne remettent pas en cause l'économie générale du projet de plan ;

**SUR** proposition du directeur départemental des Territoires et de la Mer de la Charente-Maritime ;

## **ARRÊTE**

### **Article 1 : Approbation**

Le Plan de Prévention des Risques Naturels (PPRN) de la commune de Salles-sur-Mer (Risques de submersion marine) est approuvé tel qu'il est annexé au présent arrêté.

Ce plan de prévention des risques naturels comprend :

- une note de présentation,
- une note méthodologique,
- une carte réglementaire au 1/5 000,
- un règlement.

### **Article 2 : Consultation du PPRN approuvé**

Le présent plan de prévention des risques naturels sera tenu à la disposition du public dans les locaux de la mairie de Salles-sur-Mer, du siège de la Communauté d'agglomération de La Rochelle, de la préfecture de Charente-Maritime et de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer de Charente-Maritime, aux jours et heures habituels d'accueil du public.

### **Article 3 : Servitude d'utilité publique**

Le présent plan de prévention des risques naturels vaut servitude d'utilité publique et il doit être annexé au plan local d'urbanisme (article L 562-4 du code de l'environnement), sans délai à compter de sa notification par le Préfet au maire de la commune de Salles-sur-Mer. À défaut, le représentant de l'État y procède d'office, conformément à l'article L153-60 du code de l'urbanisme.

### **Article 4 : Notifications**

le présent arrêté sera :

- notifié au maire de la commune de Salles-sur-Mer ;
- notifié au président de la Communauté d'Agglomération de La Rochelle ;

### **Article 5 : Mesures de publicité**

Une copie du présent arrêté sera affichée, pendant une durée minimale d'un mois, dans la mairie de la commune de Salles-sur-Mer ainsi qu'au siège de la Communauté d'Agglomération de La Rochelle.

Mention de cet affichage sera insérée, par les soins du Préfet, dans les journaux le « Sud-Ouest » et « L'Hebdo de Charente-Maritime ».

Il sera publié au recueil des actes administratifs de l'État dans le département.

### **Article 6 : Recours**

Le présent arrêté peut faire l'objet dans un délai de deux mois à compter de sa notification, soit d'un recours gracieux auprès du Préfet de la Charente-Maritime, soit d'un recours hiérarchique adressé au Ministre de la Transition Énergétique et Solidaire.

Il peut également faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Poitiers (15 – rue de Blossac – 86 000 POITIERS), soit directement, en l'absence de recours préalable (recours gracieux ou hiérarchique), dans le délai de deux mois à compter de la plus tardive des mesures de publicité prévues à l'article 5, soit à l'issue d'un recours préalable dans les deux mois à compter de la date de notification de la réponse obtenue de l'administration ou au terme d'un silence gardé par celle-ci pendant deux mois à compter de la réception de la demande.

### **Article 8 : Exécution**

- le secrétaire général de la préfecture,
- le directeur départemental des Territoires et de la Mer,
- le maire de la commune de Salles-sur-Mer,
- le président de la Communauté d'Agglomération de La Rochelle,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

La Rochelle, le **22** JUIL. 2019

*Le préfet,*



**Fabrice RIGOULET-ROZE**

